

Acheteur public : [Etablissements de Santé et Médico-sociaux](#)

Direction service : [CHU CLERMONT FERRAND](#)

Règlement de consultation

Numéro de la consultation : [25GHTA-107 – AFFAIRE 5-GM-16166](#)

Objet de la consultation : [Marché de travaux de mise en conformité du système de sécurité incendie des bâtiments PMT et HNH](#)

Procédure de passation : [PROCEDURE ADAPTEE](#)

Date limite : Précisée dans l'avis d'appel public à la concurrence

Sommaire

1. MAITRE D'OUVRAGE	4
2. CONTEXTE.....	4
3. OBJET DE LA CONSULTATION	5
4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
4.1. Procédure de passation	5
4.2. Allotissement	6
4.3. Tranches.....	7
4.4. Durée du marché	7
4.5. Lieu d'exécution	8
4.6. Variantes	8
a) Variantes obligatoires.....	8
b) Variantes à l'initiative des soumissionnaires.....	8
4.7. Prestations supplémentaires éventuelles.....	8
4.8. Considérations sociales	8
4.9. Considérations environnementales.....	9
4.10. Traitement de données à caractère personnel	9
4.11. Secret des affaires	9
4.12. Les intervenants	9
• 4.12.1 Maître d'ouvrage.....	9
• 4.12.2 Maître d'œuvre.....	9
• 4.12.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI).....	10
• 4.12.4 Contrôleur technique	10
• 4.12.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)	10
5. INFORMATION DES CANDIDATS	11
5.1. Contenu des documents de la consultation.....	11
5.2. Principes généraux sur les échanges électroniques.....	11
5.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents	11
5.2.2 Conditions de transmission des plis	11
5.3. Echanges électroniques relatifs à cette consultation.....	14
5.3.1 Date et heure de réception des plis.....	14
5.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	14
5.3.3 Modification des documents de la consultation.....	14
5.3.4 Prolongation du délai de réception des offres	15
5.4. Visite sur site.....	15
6. CANDIDATURE	16
6.1. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance.....	16
a) Précisions concernant la constitution des groupements d'opérateurs économiques.....	16
b) Précisions concernant la sous-traitance.....	16
• Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance	17
• Tâches essentielles	17
• Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	17
6.2. Motifs d'exclusion	17
6.3. Présentation de la candidature.....	18
a) Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	18
b) Candidature avec les formulaires DC1 et DC2	19
6.4. Conditions de participation	19
• Capacités économiques et financières	19
• Capacités techniques et professionnelles.....	20
6.5. Tâches essentielles	20
6.6. Examen des candidatures	20
a) Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs	20
b) Vérification des motifs d'exclusion.....	21
6.7. Dispositions spéciales relatives à l'IMPI	21
7. OFFRE	22
7.1. Présentation de l'offre.....	22

a)	Présentation de l'offre	22
b)	Attendus par lot du mémoire technique	22
7.2.	Examen des offres	23
7.3.	Critères d'attribution des offres	24
7.4.	Méthode de notation des offres	25
7.5.	Durée de validité des offres.....	25
7.6.	Echantillons.....	25
8.	NEGOCIATION	25
9.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	26
9.1.	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve	26
a)	Dispositions générales	27
9.2.	Interdiction d'attribution.....	28
9.3.	Mise au point.....	28
9.4.	Signature du marché.....	28
10.	LANGUE	28
11.	CONTENTIEUX.....	29
12.	MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	29
13.	AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE	31
14.	ANNEXES.....	31

1. MAITRE D'OUVRAGE

La procédure est portée par :

CHU de Clermont-Ferrand établissement support du Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne

Adresse : 58 Rue Montalembert

Code Postal : 63000

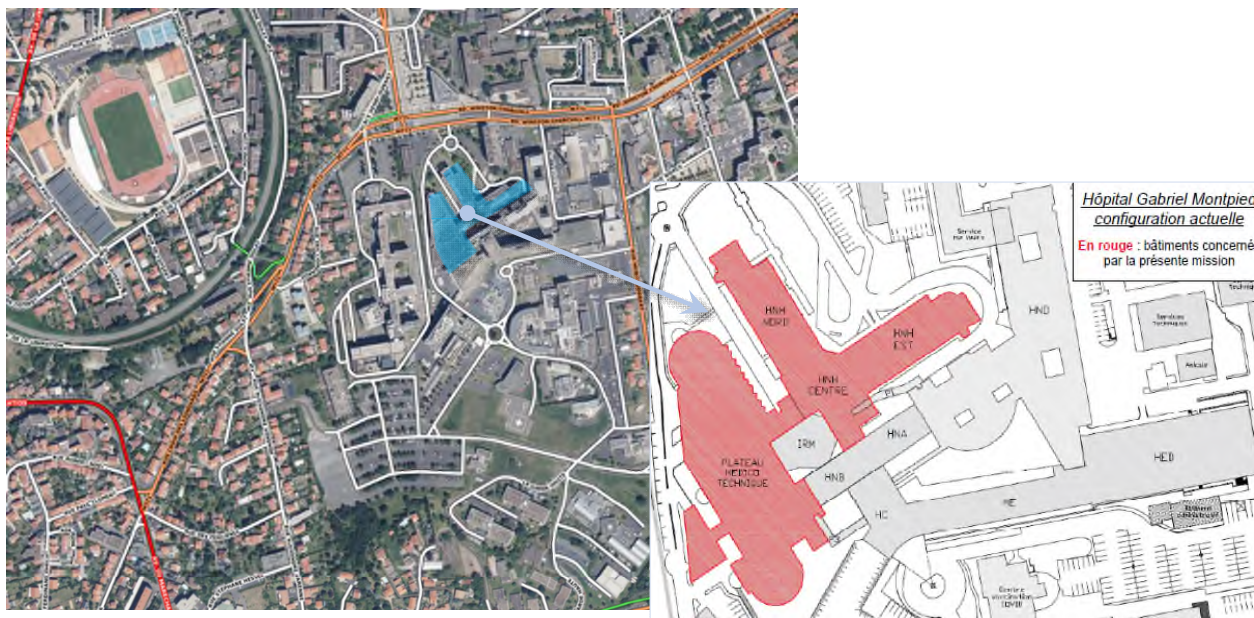
Ville : CLERMONT-FERRAND

Siret : 26630746100019A

Téléphone : 04.73.750.750

2. CONTEXTE

Les travaux de la présente consultation dans les bâtiments HNH et PMT de l'Hôpital Gabriel Montpied à Clermont-Ferrand, s'inscrivent dans le cadre global du Schéma Directeur Général de mise en sécurité du site.



Actuellement l'hôpital est classé Immeuble de Grande Hauteur (I.G.H.) de type U sous avis défavorable de la commission de sécurité. Ces travaux font partie des principales actions à mettre en œuvre pour revenir à un classement de l'Hôpital en Etablissement Recevant du Public (E.R.P.) de type U de 1ère catégorie.

3. OBJET DE LA CONSULTATION

L'opération porte sur un établissement existant.

Le marché a pour objet : **Marché de travaux pour la mise en conformité du système de Sécurité Incendie des bâtiments PMT et HNH**

Le marché est un marché de Travaux.

Les travaux se dérouleront en site occupé

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale : 45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques

Lot(s)	Code principal	Description
01	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
02	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
03	45223220-4	Travaux de gros œuvre
03	45262650-2	Travaux de bardage
03	45261420-4	Travaux d'étanchéification
04	45410000-4	Travaux de plâtrerie
04	45442100-8	Travaux de peinture
04	45421000-4	Travaux de menuiserie
04	45421131-1	Pose de portes

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

4.2. Allotissement

L'opération est allotie de la manière suivante :

LOT	INTITULE	CODE CPV + INTITULE
1	Electricité courants forts et faibles (Tranche ferme et tranche optionnelle)	45311000-0 -Travaux de câblage et d'installations électriques
2	CVC Désenfumage Mécanique (Tranche ferme et tranche optionnelle)	45331000-6 - Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
3	Gros-Œuvre - percements , bardage et étanchéité (Tranche ferme et tranche optionnelle)	45223220-4- Travaux de gros œuvre 45262650-2 Travaux de bardage 45261420-4 Travaux d'étanchéification
4	Second-œuvre– Pour Tranche Ferme PMT Plâtrerie / Peinture / Menuiserie intérieure / Menuiserie aluminium / Porte automatique Second-œuvre– Pour Tranche Optionnelle HNH Plâtrerie / Peinture / Menuiserie intérieure / Menuiserie aluminium /	45410000-4 -Travaux de plâtrerie 45442100-8 - Travaux de peinture 45421000-4 - Travaux de menuiserie 45421131-1 Poses de portes

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

4.3. Tranches

Le marché est décomposé en tranches conformément à l'article R2113-4 du code de la commande publique-

Tranche Ferme - BATIMENT PMT :

N° Lot	Intitulé
Lot 01	Electricité courants forts et faibles
Lot 02	CVC Désenfumage Mécanique
Lot 03	Gros-Œuvre - percements , bardage et étanchéité
Lot 04	Second- Œuvre – comprenant les corps d'état suivants : Plâtrerie / Peinture / Menuiserie intérieure / Menuiserie aluminium / Porte automatique

Tranche optionnelle - BATIMENT HNH :

N° Lot	Intitulé
Lot 01	Electricité courants forts et faibles
Lot 02	CVC Désenfumage Mécanique
Lot 03	Gros-Œuvre - percements , bardage et étanchéité
Lot 04	Second-œuvre – comprenant les corps d'état suivants : Plâtrerie / Peinture / Menuiserie intérieure / Menuiserie aluminium

Tranche optionnelle : Le présent contrat sera réalisé sous réserve de l'obtention des financements nécessaires à la réalisation du projet et sera autorisé par un ordre de service.

Les conditions d'affermissement des tranches sont précisées au CCAP.

4.4. Durée du marché

La durée du marché est de 21 mois comprenant les deux tranches :

- 9 mois, comprenant la période de préparation de chantier. Ces 9 mois comprennent les phases de travaux selon le planning du DCE :
 - o Tranche Ferme - BATIMENT PMT, durée prévue de 5 mois
 - o Tranche optionnelle - BATIMENT HNH, durée prévue de 5 mois
- 12 mois de GPA, à l'issue de la réception

La durée du marché court à compter de la date inscrite dans l'ordre de service n°1.

4.5. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est :

CHU de Clermont-Ferrand – Site Plateau Saint Jacques
BATIMENT PMT – BATIMENT HNH
58 Rue Montalembert
63003 CLERMONT-FERRAND

4.6. Variantes

a) Variantes obligatoires

Le maître d'ouvrage n'exige pas la présentation de variantes.

b) Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

4.7. Prestations supplémentaires éventuelles

Les prestations supplémentaires éventuelles sont les suivantes :

- Lot n°01 - Electricité Courants Forts et Faibles
 - o PSE N°1 : Réarmement des clapets coupe-feu existants difficilement manœuvrables
- Lot n° 02 - CVC / désenfumage mécanique
 - o PSE N°1 : Motorisation de clapets coupe-feu existants
 - o PSE N°2 : Motorisation de clapets de désenfumage existants
- Lot n°04- Second œuvre
 - o PSE N°1 : Adaptation des gaines de désenfumage

Les candidats devront obligatoirement répondre à chacune des prestations supplémentaires éventuelles obligatoires en ayant au préalable fait une offre correspondante à l'offre de base et l'avoir chiffrée.

La réponse aux prestations supplémentaires éventuelles est obligatoire pour tous les lots.

Faute de réponse du soumissionnaire sur les prestations supplémentaires éventuelles, son offre est éliminée.

4.8. Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

4.9. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique pour tous les lots en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental.

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution suivant le cadre du Mémoire Technique.

4.10. Traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le titulaire respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque titulaire est garant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

4.11. Secret des affaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire.

En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations.

Ce tiers a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre le maître d'ouvrage et ce tiers.

4.12. Les intervenants

• 4.12.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le CHU de Clermont-Ferrand.

Le service en charge de l'opération est la Direction des Travaux, de l'Environnement et de la Sécurité.

Les personnes représentant le maître d'ouvrage seront désignées par ordre de service.

• 4.12.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par **groupement SINTEC (mandataire) – ISYS – BETMI**

La mission de base confiée au maître d'œuvre porte sur les éléments de mission suivants :

- Avant-projet (APS et APD) ;
- Projet (PRO) ;
- Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

- Examen de la conformité au projet des études qui ont été réalisées par l'entrepreneur (VISA).
- Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR);

La mission de base est complétée par les missions complémentaires suivantes :

- Ordonnancement, pilotage, coordination (OPC) ;
- Mission de synthèse (SYN)
- Mission de coordination SSI (CSSI)

• 4.12.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

La mission est assurée par le groupement (ISYS).

• 4.12.4 Contrôleur technique

L'opération fait l'objet d'un contrôle technique assuré par SOCOTEC et comportant les missions suivantes :

- La sécurité des personnes dans la construction (SEI) ;
- La prévention des défauts de solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables (L) ;
- La solidité des existants (LE) ;

SOCOTEC – POLE AUVERGNE LIMOUSIN CENTRE

19 AVENUE LEONARD DE VINCI – PAT LA PARDIEU – 63063 CLERMONT-FERRAND - CEDEX

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage.

• 4.12.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure relèvent du régime du décret n°92-158 du 20 février 1992 (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail).

Les travaux de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil ((articles L. et R. 4532-1 et suivants du code du travail).

L'opération de catégorie **2 au sens du code du travail** fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, assurée par **BUREAU VERITAS**.

5. INFORMATION DES CANDIDATS

5.1. Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont :

- Le présent règlement de consultation
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Le cahier des clauses administratives particulières et son annexe LAICITE
- L'acte d'engagement
- Les cahiers des clauses techniques particulières
- Les annexes au cahier des clauses techniques particulières
- Le mémoire technique cadre de réponse
- L'attestation de visite
- Les plans

5.2. Principes généraux sur les échanges électroniques

5.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE)

(<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

Toutefois l'acheteur attire l'attention des entreprises sur le fait que l'identification sur PLACE leur permet d'être automatiquement informés des modifications et précisions éventuellement apportées au DCE et d'avoir accès aux réponses aux questions posées pendant la procédure.

5.2.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la plate-forme "PLACE" à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois.

En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre.

Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder **à un nouvel envoi intégral** comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.

- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli.

Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit.

Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde papier

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;

- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Direction des Achats et des Logistiques
Bureau des marchés - Bâtiment UCP/CAL
58 rue Montalembert
63000 CLERMONT-FERRAND.

Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique n'est pas autorisé dans la présente consultation.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5.3. Echanges électroniques relatifs à cette consultation

5.3.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard à la date indiquée dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

5.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile (**au plus tard 10 jours calendaires avant la date de réception des offres**) sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres

5.3.3 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **15 jours calendaires** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

5.3.4 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **6 jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

5.4. Visite sur site

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, **les candidats doivent obligatoirement visiter le site.**

Les visites auront lieu aux dates suivantes

- Mercredi 25 février 2026 à 14H00
- Mardi 03 mars 2026 à 8h30
- Mercredi 04 mars 2026 à 9h00

Lieu du RDV : devant les hôtesses d'accueil dans le hall du site Gabriel Montpied

Les candidats devront préalablement s'inscrire au moins 48 heures à l'avance auprès du secrétariat de la Direction des Travaux, de l'Environnement et de la Sécurité, représentant de la Maîtrise d'ouvrage, par courriel à l'adresse : secretariat_dtes@chu-clermontferrand.fr ou par téléphone au 04-73-751-280 en indiquant le lot pour lequel ils souhaitent effectuer la visite.

Le nombre de participants par entreprise est limité à 2. Une entreprise ne pourra s'inscrire qu'à une seule visite.

Conditions de visite

Il ne sera répondu à aucune question portant sur la consultation lors des visites.

Les questions des candidats devront impérativement être formulées sur la plateforme de dématérialisation de la procédure.

Lors de la visite, le candidat devra venir avec l'attestation de visite remis dans le dossier de consultation et il devra impérativement signer le registre des visites.

Cette attestation devra être signée par le candidat (Nom de l'entreprise, le nom de la personne effectuant la visite et ses fonctions ainsi que le nom de l'entité qui va répondre à la consultation) et le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera éliminée.

6. CANDIDATURE

6.1. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

a) Précisions concernant la constitution des groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat.

Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles en utilisant les adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation.

Si l'offre du candidat est susceptible d'être retenue

En cas de groupement conjoint, **le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.**

b) Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La présente consultation est concernée par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI).

Si le candidat souhaite déclarer un ou plusieurs sous-traitant(s) au stade de la candidature, son attention est attirée sur le fait qu'il lui sera interdit de sous-traiter plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.

Dans l'hypothèse où le candidat présenterait des actes de sous-traitance dans lesquels plus de 50 % du montant total du marché serait sous-traité à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI, une régularisation de la candidature pourra être demandée par l'acheteur.

- **Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance**

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

- **Tâches essentielles**

Le maître d'ouvrage n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

- **Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)**

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 disponible à l'adresse suivante (Déclaration de sous-traitance, :

- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>)

dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

6.2. Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion sont les suivants :

- Insolvabilité ;
- Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;
- Motifs d'exclusion purement nationaux ;
- Manquement aux obligations dans le domaine du droit social ;
- Faillite ;
- Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
- Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail ;
- Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation du marché ;
- Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure ;
- Coupable d'une faute professionnelle grave ;
- Paiement d'impôts et taxes ;
- Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes ;
- Etat de cessation d'activité ;
- Biens administrés par un liquidateur ;
- Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
- Concordat ;

- Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché ;
- Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale ;
- Fraude ;
- Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental ;
- Corruption ;
- Participation à une organisation criminelle.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du maître d'ouvrage, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le maître d'ouvrage qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande du maître d'ouvrage, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

6.3. Présentation de la candidature

Dans le cadre de la consultation, le maître d'ouvrage autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Si le candidat candidate à plusieurs lots, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter, dans des sous-dossiers distincts, ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature : sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

a) Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- Depuis le service exposé de PLACE
- Depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4. Le formulaire est disponible en saisissant l'adresse suivante : Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics> dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

b) Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants concernant la situation juridique de l'entreprise:

- **Lettre de candidature ou formulaire DC1** (le formulaire est disponible en saisissant le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
- **Déclaration du candidat ou formulaire DC2** (le formulaire est disponible en saisissant le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> , ou équivalent, dûment rempli et daté; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par **chaque membre du groupement**.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 : Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ; Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
- Un document prouvant la capacité du signataire à engager la société (KBis, délégation de signature)
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet

6.4. Conditions de participation

Le maître d'ouvrage fixe les niveaux minimums de capacité suivants :

- **Capacités économiques et financières**

Le chiffre d'affaires minimal exigé est égal à 1,5 (une fois et demie) le montant de l'offre. En cas de groupement, le chiffre d'affaires est la somme des chiffres d'affaires des co-traitants.

- Capacités techniques et professionnelles

SANS OBJET

6.5. Tâches essentielles

SANS OBJET

6.6. Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage décide d'examiner les offres avant les candidatures.

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par le maître d'ouvrage qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Les moyens de preuve concernant les motifs d'exclusion ne sont demandés par le maître d'ouvrage qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public

Si le maître d'ouvrage constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures ne justifiant pas de l'aptitude professionnelle ou qui n'atteignent pas les niveaux minimaux de capacités exigées pour cette consultation sont rejetées.

a) Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque le maître d'ouvrage peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs déjà transmis au maître d'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis

En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, le maître d'ouvrage en demande communication au candidat.

Les documents justificatifs à fournir concernant les aptitudes et capacités sont :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants mentionnant le montant, la date et le lieu d'exécution;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les pour chacune des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ;
- Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés;
- Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Le maître de l'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres. Ces certificats sont précisés dans le paragraphe « Capacités techniques et professionnelles » de l'article 6.4.
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

b) Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

6.7. Dispositions spéciales relatives à l'IMPI

La présente consultation n'est pas concernée par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI) applicable aux marchés de travaux et aux contrats de concessions dont la valeur est égale ou supérieure à 15 millions d'euros HT, et aux marchés publics de services et de fournitures dont la valeur est supérieure à 5 millions d'euros HT.

L'acheteur peut, à tout moment au cours de la procédure de passation de marchés publics, demander à l'opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi l'acheteur de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

7. OFFRE

7.1. Présentation de l'offre

a) Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement dûment signé électroniquement par une personne habilitée (il est précisé que le candidat doit remettre autant d'actes d'engagement que de lots auxquels il prétend), complété et signé, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques; Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement; Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques; Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci; Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent;
- La part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises,
- La demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ainsi que les contrats de sous-traitance,
- **Le mémoire technique imposé joint : complété par le candidat et répondant aux attendus précisés dans le document. Le candidat devra impérativement répondre sur le document joint, le mémoire technique devra être accompagné de l'ensemble des annexes demandées dans le cadre fourni.**
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) en utilisant les fichiers Excel mis à disposition dans le DCE.
- Relevé d'identité bancaire

b) Attendus par lot du mémoire technique

Le mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux devra comporter les éléments suivants :

- attestation de visite
- organisation du chantier
- hygiène et sécurité
- propreté du chantier
- moyens humains
- moyens et outillage propre à l'entreprise dédiés au chantier
- fournitures et équipements prévus à installer
- environnement
- phasage planning

Avec au minimum les éléments de détail listés dans le cadre du mémoire technique.

7.2. Examen des offres

Les soumissionnaires sont informés que le maître d'œuvre examinera les offres avant les candidatures.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation éventuelle, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation.

En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse

Le maître de l'ouvrage peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

7.3. Critères d'attribution des offres

Critères	Pondération
1-Prix de la prestation	40 %
2-Critère Technique	60 %
- Organisation chantier : indiquant l'organigramme dédié au chantier , contraintes du site avec le moins de perturbations possibles, démarches qualité, SAV (Délai, disponibilité au-delà GPA, délai d'intervention)	10.5
- Hygiène et sécurité : définition de l'installation du chantier, principaux points du PPSPS et/ ou plan de prévention	6
- Propreté chantier : indiquez le détail des mesures prévues pour la propreté et l'entretien du chantier	7.5
- Moyen humain : indiquez nom du chef de chantier, nombre de personnes affectées au chantier, qualification du personnel (CV en annexe), gestion des sous-traitants	9
- Moyens et outillage propre à l'entreprise dédiés au chantier : indiquez la liste des moyens et outillages dédiés au chantier, fiches descriptives des moyens et outillages (annexes)	6
- Fourniture et équipements prévus à installer : indiquez la liste des équipements à fournir, fiches descriptives des équipements à fournir (annexes)	6
- Environnement : indiquez la gestion des déchets du chantier, la démarche environnementale, SOGED (annexes)	6
- Phasage planning : indiquez le délai d'exécution, planning des tâches (annexes) , nombre d'heures prévues pour le chantier	9

Pour tous les lots le critère prix représente 40% et le critère technique représente 60% de la note finale.

7.4. Méthode de notation des offres

Méthode de notation du critère technique :

Chaque sous-critère technique sera noté sur un total de points correspondant au pourcentage indiqué dans le tableau ci-dessus.

Le fait de ne pas remplir chaque chapitre en suivant la trame fournie n'est pas éliminatoire, mais entraîne une notation diminuée. La trame de réponse fournie a pour objectif de faciliter l'analyse des offres et d'assurer une présentation homogène des éléments attendus.

Méthode de notation du critère prix :

Note = (prix le plus bas/prix de l'offre examinée) x 40

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le prix global forfaitaire ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation. Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition du prix global et forfaitaire ; en cas de refus, son offre sera éliminée en raison de son incohérence.

7.5. Durée de validité des offres

Les offres sont valables 60 jours à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

7.6. Echantillons

Sans objet

8. NEGOCIATION

L'acheteur se réserve d'une part le droit de négocier et d'autre part la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation

➡ Organisation des négociations :

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations **avec les 3 premiers candidats de chaque lot** ayant présenté les offres jugées les plus intéressantes en application des critères de sélection des offres indiqués dans le présent règlement de consultation.

Après négociation, il retiendra l'offre la meilleure au regard de ces mêmes critères.

Les candidats invités à négocier recevront un courrier via la plateforme de dématérialisation.

A l'issue de la phase de négociation, il sera demandé au candidat de remettre une nouvelle offre afin d'acter les modifications issues de la négociation. C'est sur la base de ces propositions que sera établi le rapport d'analyse des offres final.

La négociation ne peut ni porter sur les exigences minimales des documents de la consultation, ni sur les critères de jugement des offres.

La négociation se fera en un seul tour, en présentiel ou par visioconférence, à la date et l'heure indiquées dans la convocation de participation à la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier soit le volet financier, soit le volet technique, le planning d'exécution ou l'ensemble de l'offre remise par le soumissionnaire.

Pour les candidats ne participant pas à la négociation ou pour ceux qui auraient remis leurs offres éventuellement modifiées après la date et l'heure limites fixées dans le courrier de demande de remise d'offre finale suite aux négociations, l'évaluation finale des offres sera effectuée sur la base de l'offre remise initialement (avant négociation).

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et qu'elles soient, par nature, régularisables.

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre, finale en cas de négociation, est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

9. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

9.1. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que le maître d'ouvrage peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel

- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis au maître d'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, le maître d'ouvrage en demande communication au soumissionnaire.

a) Dispositions générales

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

Lorsque le soumissionnaire est établi en France : son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP;

Lorsque le soumissionnaire est établi en France : Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE);

Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :

- certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA))
- certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance
- pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale;
- Un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;
- Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
 - a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
 - b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

- Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

Motif d'exclusion lié au non-respect de l'obligation des entreprises d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

9.2. Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

9.3. Mise au point

Après analyse des offres, avant signature des Marchés, la Maitrise d'ouvrage, sur proposition du Maître d'œuvre, se réserve la possibilité de poursuivre une phase de Mise au point, selon le cadre et les limites de l'OUV11.

Le formulaire OUV11 est un modèle de document qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice souhaitant procéder, en accord avec le candidat retenu, à une mise au point des composantes du marché public.

Les modifications contenues dans le document ne peuvent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre retenue (et donc du montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement) ni le classement des offres.

En cas d'allotissement, un document est rempli pour chaque lot faisant l'objet d'une mise au point.

9.4. Signature du marché

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article 12 "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE".

10. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

11. CONTENTIEUX

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1
Tél : 04 73 14 61 00
Télécopie : 04 73 14 61 22
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

12. MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature s'effectue par voie électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

13. AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence déclarée en cours de consultation, l'acheteur peut aménager certaines modalités de mise en concurrence dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et après information des candidats ou soumissionnaires dans les meilleurs délais. L'acheteur s'assure également de leur possibilité de poursuivre la procédure selon les nouvelles modalités fixées.

Les aménagements concernent :

- L'organisation des négociations pour lesquelles l'acheteur peut décider de remplacer les réunions en présentiel au profit de réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).
- Les visites sur sites. L'acheteur peut en supprimer l'obligation ou revenir sur la possibilité offerte aux candidats de procéder à des visites.
- Les modalités de signature pour lesquelles l'acheteur peut accepter des documents signés de manière manuscrite et scannés, si le candidat ou le soumissionnaire est dans l'impossibilité de procéder à la signature électronique. Une fois l'évènement perturbateur terminé, les originaux signés sont transmis dans les meilleurs délais à l'acheteur afin d'établir une preuve parfaite des engagements contractuels.
- La remise d'échantillons.]

14. ANNEXES

Sans objet